

"De Gaulle rejette-t-il tout?" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (1er décembre 1967)

Légende: Le 1er décembre 1967, le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung condamne l'attitude du général de Gaulle qui, le 27 novembre 1967, s'est une nouvelle fois opposé à l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun européen.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung. Zeitung für Deutschland. Hrsg. Benckiser, Nikolas; Deschamps, Bruno; Eick, Jürgen; Korn, Karl; Tern, Jürgen; Welter, Erich. 01.12.1967, Nr. 279. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH. "Will de Gaulle überhaupt nicht?", auteur:Tern, Jürgen , p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/de_gaulle_rejette_t_il_tout_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_1er_decembre_1967-fr-08f6ee54-c478-4e75-b587-dcf52b265560.html

Date de dernière mise à jour: 30/11/2016



De Gaulle rejette-t-il tout?

Par Jürgen Tem

Nous ne pouvons renoncer aux efforts consacrés à l'adhésion de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne, nous devons les poursuivre. Cette adhésion se fera. Tous les gouvernements des cinq partenaires de la France dans la CEE maintiennent cette volonté; même le gouvernement britannique, affichant sa déception et sa colère, l'a laissé entendre. Et même le gouvernement français est préparé à un processus de demande d'adhésion des Britanniques extrêmement long, à moins que les Britanniques ne perdent leur courage et leur patience de manière inattendue. Bien sûr, la patience sera de plus en plus souvent mise à contribution. Toutefois, la situation est différente de celle qui suivit le premier veto du général en janvier 1963. À ce moment-là, tout l'édifice de la négociation, qui avait été érigé si péniblement, s'était écroulé; tous les liens avaient été rompus d'un seul coup. Aujourd'hui, quelques jours après la conférence de presse donnée par le général le 27 novembre, on perçoit déjà des complications et un durcissement accablants. Malgré cela, on attend avec impatience la prochaine phase des négociations à la table des Six.

Cela répond, en quelque sorte, au fond à la question suivante: le général de Gaulle ne veut-il pas du tout ni jamais la présence des Britanniques dans la Communauté européenne? Ou bien veut-il bloquer leur entrée «seulement» maintenant et dans sa forme actuelle? S'accommodera-t-il quelque peu à la longue de l'idée d'un rattachement britannique, une fois que la Communauté sera devenue plus unie et que son identité européenne sera plus solide, et que parallèlement la Grande-Bretagne en aura presque fini avec son programme de «transformation radicale»? Les paroles consternantes du général ne sont pourtant pas dépourvues de sens et touchent à la question essentielle. Il n'existe pas de réponse simple, dont on puisse être totalement certain. La spéculation, l'espoir et la volonté y jouent un rôle. Gardant ceci à notre esprit, nous sommes d'avis que le général sait que l'Angleterre sera un jour membre de la Communauté – pour peu qu'elle ne soit pas pusillanime et qu'elle ne se retire pas de son propre chef. Cela se fera-t-il du vivant de de Gaulle? Cela reste à voir. Tout dépend de la sincérité de ses tentatives, que l'on ne saurait cependant prouver seulement par sa manie de vanter sa force.

Tout ceci n'est pas qu'un vœu pieux. C'est aussi le point de vue des personnes qui connaissent bien la France et qui, après les événements dévastateurs du 27 novembre à Paris, ont scrupuleusement regardé autour d'eux d'un œil critique. Cela explique le fait que Bonn ait ravalé son sentiment d'effroi et d'amertume. L'indignation n'est pas une politique en l'espèce. Nous devons penser au lendemain. Certes, la marge de manœuvre politique et diplomatique des partenaires de Couve de Murville dans les négociations de la CEE a été sensiblement réduite. Mais le chef d'État français a fait parallèlement une proposition d'une valeur de marché significative: «Pour faciliter les choses à l'Angleterre, la France est tout à fait prête à parvenir à un accord qui, sous le nom d'association, ou sous un autre nom, pourrait favoriser dès à présent les échanges commerciaux entre les Continentaux, d'une part, les Britanniques, les Scandinaves et les Irlandais, d'autre part».

Dans toute cette excitation, cette proposition est pour l'instant passée inaperçue. On devra y revenir. À moins qu'on ne la considère comme un stratagème ou un tour de force. Elle devrait pourtant être prise au sérieux. Et l'on devrait prendre le général au mot. Cette proposition montre en outre que les commentaires de de Gaulle sur le revirement des Britanniques vis-à-vis de l'Europe n'apportent rien de nouveau ni de bouleversant. Il avait déjà tout expliqué à Wilson lors de sa visite à Paris, tout du moins en ce qui concerne le cœur du sujet, et avait tout expliqué, pour ainsi dire mot à mot, à Kiesinger et aux ministres fédéraux réunis à Bonn en comité de consultation. Ce qui a fait «sensation», c'est le caractère public que revêt cette affaire, l'emphase de l'olympien, et dans une certaine mesure le coup d'éclat. Et aussi la mémoire défaillante des contemporains.

Si l'on suppose premièrement que les Français n'excluent pas de toute évidence les solutions provisoires, deuxièmement que les Britanniques, même en cas d'adhésion, opteraient pour certaines solutions transitoires et troisièmement que les Allemands et les quatre autres pays ne seraient pas affectés par les étapes de l'adhésion britannique, alors les trois positions de base devraient permettre, avec un peu d'habileté,

l'ouverture d'autres négociations. En tout cas, il n'est a priori pas insensé de chercher à progresser davantage. On peut discerner à l'horizon une lueur d'orientation. Certes, il y aura des divergences de vues au Conseil de ministres de la CEE du 18 décembre.

La confrontation risque d'être rude, la crise au sein du groupe des Six sera peut-être inévitable. Il faudra alors la surmonter. Mais ce n'est pas en haussant le ton lors des discussions que l'on résoudra quelque chose. Il est vivement déconseillé de pratiquer la politique de la chaise vide. La raison pure est sollicitée; on peut s'abstenir de parler d'argent. Il est compréhensible que le gouvernement fédéral ait tendance à ne mettre en jeu ni les fondations existantes de la CEE, ni sa réconciliation avec la France. Il convient de tendre vers une phase transitoire ou vers une série de phases transitoires. Les Britanniques devraient par conséquent s'abstenir d'agir comme si l'adhésion immédiate constituait leur seule préoccupation. Ils ne devraient pas espérer une révolte des Cinq, ni tenter d'en instiguer une. Cependant, les Cinq doivent parvenir à se mettre d'accord dans les deux semaines à venir sur la façon d'atteindre directement l'objectif d'une solution provisoire. Ils vont devoir traverser des eaux troubles.